

Belgium-Chapelle-lez-Herlaimont: Repair and maintenance services

OJ S 92/2023 12/05/2023

Contract notice

Services

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Commune de Chapelle-Lez-Herlaimont

National registration number: 0207.284.248

Postal address: Place de l'Hôtel de Ville, 16

Town: Chapelle-lez-Herlaimont

NUTS code: BE32B Arr. Charleroi

Postal code: 7160

Country: Belgium

Contact person: Madame Justine Vassallo

E-mail: marches.publics@chapelle-lez-herlaimont.be

Telephone: +32 64431310

Internet address(es):Main address: <https://chapelle-lez-herlaimont.be/>**I.3. Communication**

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/1104/DL/2023>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://eten.publicprocurement.be>

I.4. Type of the contracting authority

Regional or local authority

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

Désignation d'un prestataire externe en vue d'assurer la maintenance de la piscine communale

Reference number: 2023\422

II.1.2. Main CPV code

50000000 Repair and maintenance services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

voir II.2.4

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.3. Place of performance

NUTS code: BE32B Arr. Charleroi

Main site or place of performance: Piscine communale, Rue de la Hestre, 67 à 7160 Chapelle-lez-Herlaimont

II.2.4. Description of the procurement

Le présent marché a pour objet de désigner un prestataire externe afin d'assurer la maintenance de la piscine communale de Chapelle-lez-Herlaimont : entretien, conduite, dépannages et interventions.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Price

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 36

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

* DUME

Lors du dépôt de leur offre, les soumissionnaires produisent le Document unique de marché européen, qui consiste en une déclaration sur l'honneur propre actualisée et qui est accepté

par le pouvoir adjudicateur à titre de preuve a priori en lieu et place des documents ou certificats délivrés par des autorités publiques ou des tiers pour confirmer que le soumissionnaire concerné remplit, toutes les conditions suivantes :

- 1° qu'il ne se trouve pas dans l'une des situations, visées aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016, qui doit ou peut entraîner l'exclusion des soumissionnaires;
- 2° qu'il répond aux critères de sélection applicables qui ont été établis conformément à l'article 71 de la loi du 17 juin 2016.

Le Document unique de marché européen consiste donc en une déclaration officielle par laquelle l'opérateur économique affirme que le motif d'exclusion concerné ne s'applique pas et /ou que le critère de sélection concerné est rempli et il fournit les informations pertinentes requises par le pouvoir adjudicateur.

Procédures de vérification des motifs d'exclusion obligatoire et facultative

Vérification des obligations fiscales (art. 68 de la loi du 17 juin 2016 et art. 63 de l'A.R. du 18 avril 2017)

Le pouvoir adjudicateur procède à la vérification de la situation de tous les soumissionnaires dans les vingt jours suivant la date ultime pour l'introduction des offres, sur la base des attestations qui sont disponibles électroniquement pour le pouvoir adjudicateur via l'application Telemarc ou via d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres états membres.

Pour ce faire, si des documents pertinents concernant la situation du soumissionnaire quant au paiement de ses impôts et taxes sont disponibles gratuitement par voie électronique, le soumissionnaire étranger indique, dans le DUME (partie III-B), l'adresse internet de la base de données, tout donnée d'identification et, le cas échéant, la déclaration de consentement nécessaire.

Lorsque, dans un autre Etat membre, une telle application n'est pas disponible et/ou lorsque la vérification visée ci-dessus ne permet pas de savoir si le soumissionnaire satisfait à ses obligations fiscales, le pouvoir adjudicateur demande directement au soumissionnaire de fournir une attestation récente justifiant qu'il satisfait à ses obligations fiscales, accompagnée d'une traduction en français le cas échéant.

Vérification de la situation sur le plan des dettes sociales (art. 68 de la loi du 17 juin 2016 et art. 62 de l'A.R. du 18 avril 2017)

Le pouvoir adjudicateur procède à la vérification de la situation de tous les soumissionnaires dans les vingt jours suivant la date ultime pour l'introduction des offres, sur la base des attestations qui sont disponibles électroniquement pour le pouvoir adjudicateur via l'application Telemarc ou via d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres états membres.

Pour ce faire, si des documents pertinents concernant la situation du soumissionnaire quant au paiement de ses cotisations sociales sont disponibles gratuitement par voie électronique, le soumissionnaire étranger indique, dans le DUME (partie III-B), l'adresse internet de la base de données, tout donnée d'identification et, le cas échéant, la déclaration de consentement nécessaire.

Lorsque, dans un autre Etat membre, une telle application n'est pas disponible et/ou lorsque la vérification visée ci-dessus ne permet pas de savoir si le soumissionnaire satisfait à ses obligations sociales, le pouvoir adjudicateur demande directement au soumissionnaire de fournir une attestation récente justifiant qu'il satisfait à ses obligations sociales, accompagnée d'une traduction en français le cas échéant.

Pour le soumissionnaire employant du personnel assujetti à la loi du 27 juin 1969 révisant l... (voir documents du marché)

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il satisfait aux critères de sélection suivants :

1. La production d'une déclaration concernant le chiffre d'affaires du domaine d'activités faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activités de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Minimum level(s) of standards possibly required:

1. Le soumissionnaire doit avoir réalisé au cours de chacun des trois derniers exercices comptables un chiffre d'affaires annuel dans le domaine d'activité concerné au moins égal à 160.000,00 EUR hors TVA.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il satisfait aux critères de sélection suivants :

1. a présentation de la liste des services similaires (entretien de piscines communales) prestés au cours des 3 dernières années, cette liste étant appuyées d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes. Elles indiquent le montant, la date, le destinataire public et précisent si les prestations ont été effectuées selon les règles de l'art et menées régulièrement à bonne fin.

Minimum level(s) of standards possibly required:

1. Le soumissionnaire doit avoir réalisé au moins 3 prestations de services similaires (entretien de piscines communales) d'un montant équivalent au montant de l'offre du soumissionnaire à 15% près.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 08/06/2023 Local time: 00:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Tender must be valid until: 05/12/2023

IV.2.7.

Conditions for opening of tenders

Date: 08/06/2023 Local time: 08:30

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

Les offres peuvent uniquement être introduites électroniquement sur le site internet de e-Tendering <https://eten.publicprocurement.be/>.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Conseil d'Etat

Postal address: Rue de la Science, 33

Town: Bruxelles

Postal code: 1040

Country: Belgium

VI.5. Date of dispatch of this notice

08/05/2023